

LA PAIX NE S'ATTEND PAS, ELLE SE DECIDE !

(Pour une conception et une pratique citoyenne de la paix)

par **Guy CREQUIE**
auteur et artiste français
<http://guycrequie.blogspot.com/>

Version en langue française de sa contribution relative à la paix adressée pour le congrès CUPHI III « congrès international des auteurs, poètes et artistes de langue castillane » qui s'est tenu à Los Angeles du 7 au 12 juillet 2014.

(Texte reçu le dimanche 01 février 2015)

En premier lieu, c'est avec émotion et reconnaissance que je m'exprime devant vous. La France a des liens historiques avec l'Amérique. La révolution américaine précéda la grande révolution française. Des compatriotes comme LA FAYETTE et ROCHAMBEAU y apportèrent leur contribution.

Un autre français : Alexis de TOCQUEVILLE analysa la démocratie représentative américaine et certaines de ses prédictions, au-delà d'erreurs ou d'oublis liés au contexte d'alors, conservent une actualité brûlante.

Après la première guerre mondiale où ils participèrent au combat, les Etats-Unis d'Amérique apporteront leur contribution pour le retour de la paix et l'éradication du fascisme lors de la seconde guerre mondiale, et leur apport lors du débarquement en Normandie en Juin 1944 fût l'un des évènements décisifs de la victoire à venir.

En premier lieu, je tiens à m'excuser de ne pas m'exprimer directement dans votre belle langue castillane, comme je ne le peux en langue anglaise.

J'ai connu pour l'essentiel, une enfance et une adolescence privées de l'essentiel de la vision. Bien plus tard, par le syndicalisme, je me suis socialisé. J'ai découvert certaines connaissances, et c'est de 38 à 45 ans, que je suis passé du niveau élémentaire (CEP) au 3ème cycle universitaire, puis à des distinctions et reconnaissances nationales et internationales.

Cependant, je n'ai pas pu ou pas su ensuite, trouver le temps d'apprendre une ou deux langues autre que ma langue maternelle.

Lors de mon parcours universitaire, les présidents d'universités et des Instituts d'Etudes Politiques de Paris et Grenoble, compte tenu de ma spécificité, me dispensèrent de l'apprentissage obligatoire d'une seconde langue. Peut-être alors, fusse une erreur ! Je vais donc vous parler avec ce que mon esprit recèle, et avec l'empathie de mon cœur.

La phrase qui résume toute l'ambition de votre congrès est celle du mahatma GANDHI : « *soyez le changement que vous voulez voir dans le monde.* »

Cette profonde interpellation renvoie à la recherche intérieure, à la transformation ; ce que le bouddhiste et essayiste japonais Daisaku IKEDA appelle « *la révolution humaine* ».

Cependant celle-ci est liée à une biographie. A la naissance, nous disposons tous de conditions psychobiologiques qui sont des conditions de possibilité, mais ensuite nous sommes modelés par nos rapports sociaux objectifs, notre histoire individuelle et collective.

L'éducation parentale, le système scolaire, l'expérience de la vie professionnelle, la place et l'engagement dans la vie de la cité, celle associative, publique et politique, contribuent à façonner notre identité et nos perceptions et agissements.

En matière de paix comme cela peut l'être pour d'autres engagements, sans doute pouvons-nous réfléchir à toutes les incidences du terme de résilience.

Comme l'a écrit Monsieur Daisaku IKEDA, lors de sa proposition annuelle pour la paix, adressée le 26 janvier 2014 à Ban KII MOON, secrétaire général de l'ONU : « *la résilience est bien sûr un terme qui trouve son origine dans les sciences physiques.* »

Il décrit l'élasticité ou l'aptitude d'un matériau à revenir à son état originel après avoir été soumis à une pression extérieure. Par analogie, la résilience a fini par être utilisée dans les domaines les plus divers pour exprimer la capacité des sociétés à se relever de chocs graves, notamment la destruction de l'environnement ou les crises économiques.

Cependant, comme l'exprime le chercheur et militant pour la paix, le Professeur Kevin P.CLEMENTS, il ne suffit pas de réagir après les événements comme c'est souvent le cas en matière de désastres, il est nécessaire de transformer les fondements mêmes de la société, pour évoluer

d'une culture de guerre vers une culture paix comme nous y appellent les Nations Unies.

La paix ne s'attend pas, elle se conquiert car si l'être humain peut être facilement un loup pour l'homme comme l'a exprimé, le philosophe HOBBS, il dispose aussi du pouvoir de se transformer.

Le combat pour la paix est chose difficile et permanent.

Les grandes religions universelles et de grands philosophes y ont consacré des prescriptions, articles, et cependant encore au XXI^e siècle, notre planète est sous la menace de destruction et avec l'arme nucléaire, elle peut être entièrement anéantie.

Pourtant, du centre de recherches de Boston en Amérique, au professeur GALTUNG et sa proposition du dépassement par la créativité, à la démarche ABC du chercheur russe Léo SEMESHKO, partagée et développée par un certain nombre d'entre vous, il ne manque pas de compétences et de regards passionnés pour œuvrer à la paix. Bien entendu, c'est une des responsabilités de l'ONU dont je reparlerai. Il existe une association mondiale des Maires pour la paix, de multiples ONG ou associations de promotion de la paix et de l'harmonie.

Le pasteur Martin LUTHER KING, l'a exprimé de façon remarquable à propos de la dignité humaine lorsqu'il a déclaré : « *que nous sommes tous pris dans un réseau inévitable de réciprocité, liés par un destin commun nous sommes faits pour vivre ensemble...* »

Lors de catastrophes naturelles, il existe des élans de solidarité.

Ainsi, par exemple, l'écrivaine Rebecca SOLNIT a écrit : « *les constellations de solidarité, d'altruisme et d'improvisation, se trouvent en la plupart de nous, et réapparaissent dans ces moments - là. Les gens savent quoi faire en cas de catastrophe.* »

Alors pourquoi ce sentiment est-il si difficile à propos de la guerre, des conflits ethniques et religieux !

Comme l'a indiqué Helen CLARK, administratrice du programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) : « *si les sept milliards de personnes dans le monde travaillaient ensemble à trouver des solutions à nos problèmes communs, quelle différence cela ferait.* »

En tant qu'héritier de la pensée de GANDHI, le pasteur Martin LUTHER KING déclara : que les trois plus grands obstacles à la conquête de la liberté, n'étaient pas des attaques directes de racistes, mais des gens qui préfèrent l'ordre à la justice, le silence consternant des gens de bien et l'inertie de ceux qui acceptent leur sort.

Le regretté Nelson MANDELA, disparu en début d'année, a compris que l'éducation détient la clef de l'avenir, non seulement d'une nation particulière, mais même de l'humanité dans son ensemble.

Il réussit à endurer 27 années d'incarcération parce qu'il a continué à s'éduquer, en nourrissant le grand rêve d'apaiser les conflits et la haine entre Blancs et Noirs, de créer une société de paix et de coexistence pour tous.

Dans sa cellule, il a écrit : « *ce ne sont que ma chair et mes os qui sont coincés derrière les murs épais. Sinon je conserve mes opinions cosmopolites ; mes pensées sont aussi libres que le vol du faucon. Ce qui ouvre tous mes rêves, c'est la sagesse collective de l'humanité.* »

Alors comment faire ? Cela débute dès l'enfance dans le système scolaire.

En règle générale, l'apprentissage du savoir dans le système scolaire est basé sur la capacité des meilleurs élèves de s'approprier le programme prévu dans telle classe selon la norme sociale attendue.

Je ne vous parlerai pas de la situation d'enfants handicapés, où parfois le verdict est terrible qui peut d'ores et déjà nourrir les frustrations, les rancœurs, les peurs et les rejets.

Quasi aveugle durant mon enfance, j'entendais cependant ce qui se disait : « pauvre gosse, pourquoi Dieu accepte cela, il sera handicapé et à la charge de la société durant toute son existence ? Ne voudrait-il pas mourir plutôt que d'être ainsi ? Pauvres parents ! » J'étais condamné !

Cependant j'ai eu alors la chance dans les années 50 d'avoir pour praticien, l'un des meilleurs spécialistes au monde, lequel durant une dizaine ou douzaine d'années, me fit gagner un demi dixième de vision chaque année.

Lors de ma vie professionnelle, détaché durant quatre années dans une fondation créée par la grande ville française de Lyon, avec la participation de 23 grandes entreprises, des ministères de la culture, de l'éducation nationale, de l'intérieur, j'ai eu en formation 350 enseignants et enseignantes, de qui j'entendais parler de leurs élèves.

Par exemple : celui-ci est faible en expression orale, il ne comprend rien au calcul, il n'arrive pas à écrire convenablement, il est dissipé, il n'écoute rien, etc.

Alors j'ai utilisé un jeu de communication à l'aide de figurines magnétiques sur un support et j'ai fait jouer les enseignants. Il y avait deux possibilités :

- Soit, un stimuli tentait de faire réaliser une figure à l'aide d'un modèle sur une fiche déjà établi,
- Soit, il créait lui-même sa figure, et il l'exposait à ses collègues pour leur faire réaliser.

Et là ; ô surprise ! Nombre d'enseignants qui s'estimaient des pédagogues hors pairs, n'arrivaient pas à se faire comprendre, et à faire réaliser la figure choisie par leurs collègues. Ceci, car chacune, chacun, en fonction de son histoire, a ses préférences cérébrales selon qu'il est plus à l'aise dans l'hémisphère droit ou gauche du cerveau. Dans l'expression du stimuli, il convient donc de diversifier les modes d'énoncé : ceux logiques, ceux plus conceptuels, avec des exemples, comparaisons, métaphores, etc.

Ensuite, dès l'école et souvent reproduit par la famille, selon le sexe de l'enfant, d'emblée il lui est proposé tel ou tel jeu : souvent la bataille, les billes, les boules pour les garçons... La marelle, colin-maillard, la poupée...pour les filles.

Certes et c'est bien ainsi : l'humanité est composée de deux sexes, c'est une différence, une richesse inévitable. Que cette différence prédispose parfois à des désirs et goûts différents = sans doute ! Mais pourquoi arbitrairement sélectionner, séparer, diviser, c'est déjà un prélude à ce qui peut être ultérieurement des tentatives de domination.

Comme et hélas, il a existé des théories de race supérieure ou inférieure et ce, basées sur l'ethnie, la couleur de la peau, l'apparence des cheveux ... Ceci, alors que nous appartenons toutes et tous, à la réalité de *l'homo sapiens*.

La réussite scolaire et l'appartenance à un groupe social, favorisent ce qui est appelé les élites dirigeantes, et, dans nos sociétés, même le système, appelé la démocratie, ne coïncide pas réellement avec le pouvoir du peuple, par le peuple, pour le peuple.

Fréquemment, des candidats aux élections, proposent un programme à leurs électeurs qu'ils oublient allègrement une fois élus, en invoquant les circonstances. Pire, parfois les gouvernements organisent des référendums comme ce fut le cas pour la Constitution Européenne en 2005, et même si le peuple vote contre, ensuite, ils font adopter leur projet par les assemblées.

Autre exemple de démocratie falsifiée : en mai 2014, les Européens ont voté pour le renouvellement des députés européens ; ceci alors qu'une majorité d'entre eux ignore quel est le fonctionnement et quelles sont les compétences du gouvernement européen.

Alors, que le monde est de plus en plus interpénétré, mondialisé, que l'information doit avoir des vertus pédagogiques et d'élévation de la conscience citoyenne, le plus souvent, les médias lorsqu'ils n'obéissent pas directement au pouvoir, proposent pour l'audimat, la détente, des émissions qui abaissent le niveau culturel, maintiennent les auditeurs, téléspectateurs sur les aspects légers, frivoles, utopiques ou dans l'illusion, en proposant des soirées appelées de télé-réalité ou d'évasion.

Il est certes proposé de nouvelles technologies de l'information et de la communication comme Internet, les réseaux sociaux, les téléphones portables et tablettes....

Certes, ces moyens gigantesques permettent de communiquer rapidement sur toute la planète. Ainsi lors de ce qui a été appelé les évolutions arabes, la mobilisation sur *Facebook* a mis en mouvement des dizaines de millions de personnes.

Cependant, ces mêmes personnes s'expriment en relation avec leur niveau de conscience, leurs connaissances. Ainsi, les mêmes qui ont manifesté, ont cependant choisi ENNAHDA en Tunisie ou les Frères Musulmans en Egypte.

L'inégalité d'accès au numérique, le décalage de richesse entre les pays dits du nord et ceux du sud malgré le développement de pays dits émergents, bref, la pauvreté : véritable atteinte aux droits de l'homme comme l'indique l'UNESCO, facilite l'emprise de terroristes sur les jeunes consciences à l'exemple de djihadistes parfois très jeunes, qui vont se faire tuer en Syrie ou qui seront tentés de déposer des bombes ou de faire des attentats lors de leur retour dans leur pays d'origine.

Que faire ? Entre 2013 et 2016, le calendrier international d'initiatives émanant de l'ONU ou d'autres Institutions pourrait permettre d'associer les peuples à leur réalisation. Qu'il s'agisse de la paix (dont le désarmement nucléaire), de la protection de l'environnement, de l'éducation aux droits humains, il est prévu toute une série d'initiatives.

Or et hélas, de par le monde la plupart des citoyennes et citoyens n'en sauront rien ou en connaîtront des bribes d'informations tronquées, voire dévoyées. Si l'espoir est une arme puissante quand il ne reste plus rien d'autre, comme l'indiquait Nelson MANDELA, encore faut-il engendrer et nourrir l'espoir !

- En août 2013, l'ONU a lancé une plate-forme en ligne en direction des jeunes, ainsi que le développement de mesures similaires pour faire entendre la voix des jeunes de tous les pays du monde. Qui d'entre vous en a entendu parler ?

- En mars 2013, la conférence internationale sur le changement climatique et la sécurité qui s'est tenue à SEOUL en Corée, a fait remarquer qu'au moins 110 pays du monde, estiment que les effets du changement climatique représentent un enjeu majeur pour la sécurité mondiale. Depuis, où est passée l'information ?

- En mars 2014, la conférence sur l'impact humanitaire des armes nucléaires s'est tenue à OSLO, Norvège. C'était la première fois en près de 70 ans, soit depuis le début de l'ère nucléaire, que la Communauté Internationale a cherché à réévaluer ces armes selon une perspective humanitaire. Comme l'avait déjà signalé, l'ancien président de l'URSS, Mikhaïl GORBATCHEV, prix Nobel de la paix,

après les incidents de Tchernobyl : « *si nous avons été incapables de faire face aux radiations d'un seul réacteur nucléaire, comment serait-il possible d'endiguer la contamination radioactive provoquée par des détonations nucléaires dans toute l'Union Soviétique, les Etats-Unis, le Japon ?* »

Cette conférence d'Oslo visait à établir une évaluation scientifique de cet impact. Parmi les conclusions importantes, il a été réaffirmé : « *qu'aucun état ou organe international, ne pouvait à lui seul, répondre de manière adéquate à une urgence humanitaire causée par une détonation d'arme nucléaire, ni apporter l'assistance suffisante aux victimes.* »

Dans le discours qu'il a prononcé en Juin 2013 à BERLIN, le président des Etats Unis : Barak OBAMA, a résumé la situation en ces termes : « *s'il est vrai, que nous ne vivons plus dans la peur de l'annihilation mondiale ; tant que les armes existent, nous ne sommes pas véritablement en sûreté.* »

A cet égard, la période allant de février 2014, où se tient au Mexique, la deuxième Conférence sur l'impact humanitaire des armes nucléaires jusqu'au 70ème anniversaire des bombardements atomiques d' HIROSHIMA et de NAGASAKI, en août 2015, revêtra une importance capitale.

Lorsqu' EINSTEIN s'exclamait qu'il n'est pas possible de démontrer logiquement qu'il n'est pas bon de détruire l'humanité, il ne faisait pas l'apologie de l'apocalypse nucléaire. Il constatait seulement, et son ton était à l'évidence tragique, que la raison logique est incapable de fonder nos certitudes morales.

Nous savons tous, qu'il n'est pas bon pour l'humanité toute entière, qu'elle périsse dans une guerre mondiale, seulement, ce n'est pas la raison logique qui nous l'apprend et qui peut le démontrer.

Il y a un écart, entre les énoncés descriptifs qui disent ce qui est, et les énoncés prescriptifs, qui disent ce qui doit être.

En termes philosophiques, on dira que le devoir être, ne saurait être déduit de l'être.

Entre l'être et la valeur, le fait et la norme, il peut y avoir séparation de plan ; donc, il faut une éducation de la conscience.

La France a été officiellement désignée, pays hôte de la Conférence Climat en 2015 = conférence qui se tiendra près de Paris au Bourget et qui se déroulera entre le 30 novembre et le 11 décembre 2015.

A cette date doit être conclu le grand accord sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Et tout le monde sait : que de grands pays comme la Chine et les Etats-unis, figurent parmi les principaux pollueurs. L'accord espéré doit théoriquement entrer en vigueur en 2020. Il ambitionnerait de réduire le réchauffement à 2° centigrade par rapport à l'air préindustriel.

Actuellement les émissions sont à la hausse, et mettent le monde sur la trajectoire d'un réchauffement de près de 4° centigrade ; lequel s'il se réalisait, entraînerait la disparition d'îles comme les Maldives, conduirait, à cause de la sécheresse dans certaines zones, à des exodes de populations incontrôlés, favoriserait des tensions voire des affrontements, sans parler de la disparition de la banquise et ses conséquences ou comme le désastre de la déforestation en Amazonie.

Je poursuis mon énumération : en 2015, doivent se tenir à Genève, les délibérations de la Conférence d'examen du Traité de non-prolifération, et cette Conférence dressera un bilan et envisagera les prochaines mesures à prendre en vue de l'application intégrale de l'article VI.

Un nouveau sommet du G8 prévu en 2016 doit se tenir au Japon.

Alors, certes présentement, vous pouvez penser : Guy CREQUIE décrit beaucoup de phénomènes et de manifestations, mais que propose-t-il pour améliorer la situation ?

Outre ce que j'ai exprimé sur le fonctionnement éducatif, et en sachant avec humilité que tout ce qui touche à la paix, passe par des confrontations collectives, je soumets quelques propositions.

Doit-on désespérer de l'humanité ? Dans un dialogue avec Monsieur IKEDA publié à TOKYO en 2009, le chercheur hindou, Neelakanta RADHAKRISHNAN, spécialisé sur les recherches de la vie et les idées du Mahatma GANDHI, a déclaré : « *intérieurement ASHOKA s'est transformé. De tyran redouté, il est devenu souverain pacifique. GANDHI voyait un ASHOKA dans chaque être humain ; chacun d'eux étant donc capable de la même métamorphose* ».

Alors, restons dans notre monde contemporain, et par exemple, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a décidé de s'intéresser de façon toute particulière, aux professionnels des médias et aux journalistes, dans la troisième phase du programme mondial en faveur de l'éducation aux droits de l'homme (2015-2019).

L'accent sera mis sur l'éducation et la formation dans les domaines de l'égalité et de la non-discrimination ; ceci pour lutter contre les stéréotypes, les idéologies de légitimation et la violence, et de promouvoir le respect de la diversité. La question est : comment les états vont s'acquitter de cette décision en invitant leurs médias dans le respect de leur indépendance, à s'y employer, et à aviser leurs publics de cette décision en suscitant la diversité des contributions sur des domaines variés.

En septembre 2014, un processus de négociations intergouvernementales débute, et un sommet prévu en septembre 2015 doit adopter un nouvel ensemble d'objectifs de développement sous le nom : ODD (objectifs du développement durable).

Dans sa proposition pour la paix du 26 janvier 2014, Monsieur IKEDA, président de l'organisation bouddhiste SGI, a suggéré que les objectifs liés à la transition vers une société zéro déchet, à la prévention et à l'atténuation des risques de catastrophes naturelles, aux droits humains, soient intégrés dans les ODD . Mais comment intégrer les citoyennes et les citoyens dès le plus jeune âge ? Eh bien ! il pourrait être, que les objectifs en lien avec l'éducation y figurent également, permettant au plan universel, aux classes du primaire et du secondaire, à éradiquer les disparités entre les deux sexes à tous les niveaux, et à promouvoir l'éducation à la citoyenneté mondiale.

Le programme éducatif pour une citoyenneté mondiale devrait être mis en œuvre en collaboration entre l'ONU et la société civile.

La chartre des Nations Unies débute par ces mots : « nous, peuples des Nations Unies » et de fait, l'organisation de l'ONU est basée sur la voix des représentants des Etats nations. Mais ce n'est pas une représentation directe, suffisante de la société civile.

Ce sont les jeunes qui seront nos successeurs et l'avenir de l'humanité. Selon certaines estimations, le monde actuel comporterait 250 millions de personnes sans emploi, 900 millions vivant sous le seuil de pauvreté avec moins de 2 dollars par jour, et la situation de nombreux jeunes est préoccupante.

Un type d'éducation complet pour une citoyenneté mondiale se devrait d'être intégré dans les programmes d'études de l'enseignement secondaire et supérieur de chaque système national, et, les commissions nationales pour l'UNESCO, dans chaque pays, devraient être les garantes de l'application, en relation avec les ministères de l'éducation dans chaque pays.

L'articulation entre l'OIT (Organisation Internationale du Travail) et les gouvernements, devrait permettre d'encourager ces derniers à consolider l'élan dynamique à cette fin.

Un sommet mondial sur la jeunesse s'est tenu du 9 au 11 septembre 2013 à SAN JOSE au Costa Rica. Or, qui l'a su ? Qu'en ont dit les médias et les gouvernements dans chaque pays ?

En plus des 700 participants, 3000 jeunes du monde entier se sont connectés pour faire part de leurs idées sur le développement durable, la paix et les droits humains. Mais 3000 = c'est insignifiant !

Une responsabilité des états est engagée devant l'ONU et les opinions publiques mondiales, ils votent des décisions, adoptent des programmes, et ne les mettent pas en œuvre, n'informent pas leur population, d'où l'exigence d'une réforme des Nations Unies sur laquelle, je reviendrai.

Les jeunes sont très sensibles et préoccupés par les questions environnementales qui ont des incidences sur l'équilibre entre pays et par exemple, la question de l'eau peut être une source de conflits.

Selon le rapport de l'Organisation Météorologique Mondiale de juillet 2013, plus de 370 000 personnes sont décédées à cause de phénomènes climatiques et météorologiques dramatiques au cours de la première décennie du 21^e siècle.

En particulier avec l'ouragan KATRINA, les inondations au Pakistan, la sécheresse dans le bassin de l'Amazonie, les phénomènes climatiques extrêmes se poursuivent à un rythme inouï. Ainsi au cours de la seule année 2013, le typhon HAIYAN a provoqué de graves dommages aux Philippines et au Vietnam, de fortes précipitations ont entraîné des inondations en Europe Centrale et en Inde, et la majeure partie de l'hémisphère nord a connu des records de températures qui ont entraîné des vagues de chaleur.

A l'échelle mondiale, le coût financier des dommages liés au changement climatique est estimé à 200 milliards de dollars par an. Somme qui : consacrée aux actions pour la paix, résoudrait bien des situations !

Actuellement, l'ONU avec bien des difficultés (car elle dépend du financement des Etats) essaie de s'engager dans la prévention et la résolution des conflits ainsi que dans l'effort de consolidation de la paix dans les pays sortant de conflits.

De la même manière, la préparation aux catastrophes ainsi que l'assistance durant et après celles-ci, devraient, elles aussi, entrer dans le cadre d'une stratégie intégrée. Ainsi, les pays frontaliers, devraient mettre en place un système de coopération permettant de répondre et d'anticiper aux phénomènes climatiques et météorologiques extrêmes.

Si les catastrophes naturelles comme les tremblements de terre, les tsunamis, sont imprévisibles le plus souvent même s'il est possible de diminuer leur impact ; a contrario, la menace que posent les armes nucléaires, de plus grande ampleur encore que celle provoquée par les catastrophes naturelles, peut être évitée, voire supprimée, par l'exercice résolu de la volonté politique des gouvernements du monde entier, sous la pression des opinions publiques mondiales.

En août 2013, des armes chimiques ont été utilisées en Syrie, causant la mort de nombreux civils. Cet acte a suscité de vives condamnations de la part de ce qui est appelé la Communauté Internationale, et le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution condamnant cette fabrication et utilisation.

Ce drame a ravivé la conscience du caractère inhumain des armes de destruction massive. Il est incompréhensible que ce principe n'ait pas encore été appliqué aux armes nucléaires.

Certes, depuis 2010, dans son document final, la Conférence des Parties chargés d'examiner le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, se déclarait profondément inquiète des conséquences humanitaires, catastrophiques, qu'entraînerait l'emploi des armes nucléaires.

Déjà, dans un avis consultatif de 1996, la Cour Internationale de Justice a énoncé une mise en garde : *« le pouvoir destructeur des armes nucléaires ne peut être endigué ni dans l'espace, ni dans le temps. Ces armes ont le pouvoir de détruire toute civilisation, ainsi que l'écosystème de la planète »*.

Alors, pourquoi les opinions publiques ne se manifestent-elles pas suffisamment contre l'arme atomique ?

Un pays comme la France parle de l'arme de dissuasion, et il est ce constat hallucinant que les 5 membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU, organisme du maintien de la paix, disposent tous de l'arme atomique. Ainsi : posséder l'arme atomique apparaît être un signe de puissance et de respectabilité, d'où les ambitions d'autres pays pour l'acquérir.

Ceci, alors que les armes nucléaires ont pour résultat principal d'éliminer des populations civiles non armées.

Le Conseil Permanent de sécurité de l'ONU devrait comprendre d'autres pays comme l'Inde (pays de plus d'un milliard d'habitants), le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Egypte....

Des représentants qualifiés et reconnus de la société civile devraient avoir voix consultative au sein de l'assemblée générale de l'ONU et certaines ONG, voix délibérative. Le poste de secrétaire adjoint devrait être assuré par une femme et pourquoi ne pas envisager une journée mondiale de l'ONU comme cela se fait pour le sida et les myopathies dans certains pays, avec la possibilité par la population d'apporter un financement direct à l'ONU.

Lors de cette journée sur les télévisions, réseaux sociaux, les représentants de l'ONU viendraient présenter le rôle de l'Institution, et le fonctionnement de ses diverses structures ; ceci pour créer un lien direct de connaissance et de confiance avec les peuples.

Enfin, pour la paix, il devrait être envisagé un centre de prévention des conflits par continent disposant de moyens matériels, humains et financiers pour les unions d'Etats ou coordinations continentales.

Ceci apparaîtrait moins idéologique à l'exemple des tensions entre la Russie, l'Union Européenne et les Etats-Unis, s'agissant de l'Ukraine.

A l'occasion du 70^e et triste anniversaire en août 2015 des bombardements atomiques à Hiroshima et Nagasaki, pourrait se tenir un sommet mondial regroupant : et les représentants à l'ONU et ceux des peuples du monde entier.

Parallèlement à cette initiative, se tiendrait un sommet mondial de la jeunesse pour la paix et l'abolition des armes nucléaires à l'horizon 2020, comme cela est demandé depuis un certain temps par l'Association Mondiale des Maires pour la paix.

Ce sommet mondial des peuples et de la jeunesse sera précédé de la Conférence d'examen à Genève du Traité de non-prolifération prévu également en 2015. Cela permettrait de faire avancer la mise en œuvre de l'article VI du traité selon lequel, les Etats se sont engagés de bonne foi à poursuivre leur désarmement nucléaire.

D'ores et déjà, un accord de non-utilisation des armes nucléaires signé par les 5 membres permanents du Conseil de Sécurité constituerait un grand progrès dans cette direction.

Un processus se développant autour de la déclaration commune sur les conséquences humanitaires des armes nucléaires, devrait faire l'objet d'une large popularisation par les ONG, les commissions nationales pour l'UNESCO, l'Association des Maires pour la paix, auprès des populations et des systèmes scolaires. Ceci, afin de gagner les opinions publiques, à la nécessité d'une interdiction totale des armes nucléaires. Mené de façon parallèle aux négociations sur le TNP, ceci pèserait et contribuerait à de nouveaux efforts.

Rien ne peut se faire sans les peuples. L'heure est à la réalisation d'une civilisation planétaire résultant d'un dialogue entre les grandes civilisations historiques avec leurs mémoires, leurs cultures, leurs spiritualités, langages

Ce respect du choix des peuples ou leur sollicitation plus fréquente devient une exigence sociétale de ce début de millénaire.

Si la paix ne s'attend pas, elle se décide par une conception et une pratique dont les peuples sont les acteurs.

Ainsi, ceux-ci doivent disposer de l'information, de l'éducation et de la possibilité de se mettre en mouvement pour la paix.

Je suggère donc ceci : il convient de mettre en synergie et de faire adopter les suggestions, expériences les plus pertinentes des chercheurs, détenteurs actuels, individuels ou associatifs du prix Nobel de la paix, ONG, académies, instituts de paix et d'harmonie.

Afin que leur créativité puisse être mise au service des Etats et surtout des peuples, sous l'égide du Secrétaire général de l'ONU avec la participation de l'UNESCO (pour les aspects éducatifs et scientifiques) susceptibles d'être soutenus et popularisés, une rencontre pourrait être organisée au siège de l'Office des Nations Unis à Genève en 2015.

Je continue mon exposé : ce qu'on a appelé la libéralisation de certains régimes, a été non celle des droits humains mais celle de la libéralisation des marchés. C'est la tentation autoritaire (comme l'a exprimé le philosophe et sociologue des religions : Frédéric LENOIR, dans son ouvrage « la guérison du monde », reproduite avec le développement d'oligarques, de mafias ; ceci

alors que de vastes pans de la population restent en grande précarité. C'est le cas de nombre de pays d'Afrique ou d'Amérique du sud. Bien de ces pays, certes débarrassés des dictatures, ne sortent pas indemnes de celles-ci parfois sanguinaires. La faiblesse des recettes fiscales ; la dépendance des flux financiers internationaux ; parfois la représentation superficielle des partis politiques, lesquels, ne sont pas toujours l'expression d'idées, mais des outils de réaction d'agglomérat de dynamiques comme le tribalisme, le régionalisme, l'idéologie religieuse exacerbée ; bref ! tout ceci fragilise l'élan démocratique.

Les peuples sont à représenter directement par un conseil des peuples admis avec voix délibérative au sein de l'Assemblée générale des Nations Unies.

De même que l'ancienne société des nations dans les années 1930 a organisé des semaines d'éducation à la paix, l'ONU pourrait reprendre ce type d'initiative dont la responsabilité pourrait être confiée aux réseaux de l'association mondiale des Maires, départements et régions pour la paix. Ceci afin que dans chaque pays, le maximum de citoyens participe à ce mouvement humaniste de proximité.

L'OIT (organisation internationale du travail) dispose de la possibilité de signer une convention avec les Etats pour l'élaboration de la présentation d'une conférence relative à la nécessité de la paix (texte validé ensuite par les représentants nationaux des organisations patronales et syndicales). Cette conférence annuelle d'une durée de 2 heures serait présentée par site, aux salariés, par un représentant de l'entreprise ou l'établissement.

Peut-être avec cette prise de conscience, que nous sommes tous des citoyens universels appartenant tous au même genre humain, viendra, le jour dans 200 ou 300 ans, où comme l'espérait MARX dans ses manuscrits : la transparence des rapports sociaux sera telle qu'il suffira d'être un être aimant pour être un être aimé.

Si le dessein de paix perpétuelle imaginé par Emmanuel KANT reste encore de nos jours un objectif non atteint, c'est un repère pour notre vigilance et nos mobilisations.

De ce point de vue, la journée internationale de la paix des Nations Unies le 21 septembre pourrait sortir de son formalisme : celui d'être une journée célébrée par des ONG, des universitaires, artistes et poètes, mais trop éloignés de la conscience des peuples.

A l'occasion de cette journée, sur toutes les télévisions, les radios et sur les réseaux sociaux, des représentants de l'ONU devraient informer du rôle et des objectifs de l'Institution, débattre en direct avec les populations, appeler à la mobilisation et aux dons directs pour la paix aux Nations Unies.

Les conflits de par le monde, liés aux phénomènes identitaires, peuvent revêtir diverses formes d'expression : ainsi, des revendications ethniques (le cas des minorités nationales), des revendications religieuses (le cas des

minorités religieuses), ou de courants religieux qui aspirent à faire de la religion le premier marqueur de la société. Par ailleurs, lors de certains conflits, la rhétorique identitaire ne doit pas masquer l'existence d'autres causes comme l'accès à certaines ressources naturelles (eau ...) sinon des causes économiques (malnutritions, problèmes sanitaires) qui peuvent entraîner des migrations de populations vers d'autres.

Sinon encore des causes politiques : il en est ainsi de la volonté de puissance, de domination d'un Etat sur un autre ou sur d'autres.

Ce phénomène identitaire a pu être la matrice, l'habillage de la décolonisation en Afrique, dans l'ex Yougoslavie, etc.

Dans nombre de situations, la réalité étatique ne recouvre pas un peuple homogène. La fragmentation ethnique, la surdétermination d'un clan, d'une tribu, d'une région, de pratiques et de rites ancestraux minent l'émergence et la stabilité de ces Etats.

Il en a été ainsi dans l'Ouganda, le Nigéria, le Soudan, le Rwanda, la Côte d'Ivoire... mais aussi dans les Balkans, en Europe orientale, dans des pays d'Asie (Cachemire, Kurdistan, Inde, Chine...) et dans des pays d'Amérique du sud avec la présence de minorités amérindiennes.

Derrière des mouvements islamiques comme le Hezbollah au Liban et le Hamas en Palestine, on a affaire à des dynamiques territoriales mais qui expriment des logiques nationalistes.

AL QAIDA, AKMI, BOKO HARAM, ETAT ISLAMIQUE, d'autres mouvances, sont animées d'une logique religieuse violente ; ceci car ces mouvements aspirent à une conquête du monde de type théologique, et ce, y compris en s'opposant à d'autres musulmans qui lient leur destin à une logique culturelle et nationale.

Ceci, n'est pas unique à l'Islam. Par exemple, des églises anglo-saxonnes à partir des Etats Unis, ont lancé des campagnes de conversions massives et ont soutenu, préconisé la guerre en Irak par Georges W. BUSH.

Le nouveau pape François, avec humilité, ouverture, pauvreté, se veut le porte-parole des simples gens. Il appelle à ne pas se laisser submerger par les peurs sous un prétexte spirituel, de ne pas se replier dans la sécurité d'un groupe ou d'une tradition.

Refuser la logique d'exclusion, accepter le métissage, refuser des situations de repli comme dans des écoles, où il est constaté dans des cours de récréation, des regroupements par groupes ethniques ou culturels.

Une porte est étroite entre le respect de l'autorité morale d'une religion par son représentant et la tentation d'imposer au pouvoir temporel sur des dossiers comme : le travail du dimanche, le mariage pour tous, l'avortement, le comportement sexuel....

Etre des sociétés ouvertes passe par repenser l'état de la relation entre l'Etat et la sphère religieuse, ne pas combattre les spiritualités qu'elles soient d'essence religieuse ou laïque, mais débattre, les respecter dans l'espace public. Le sentiment religieux, ne l'oublions pas, fait partie de la constitution même du sujet, qu'il s'incarne ou non dans une religion.

Savez-vous que dans le droit international, encore, il n'existe aucune définition des concepts de PEUPLE et de VIE. Or, en théorie, on trouve dans tous les grands courants de pensée, les possibilités de transformer en actes positifs, les conflits entre peuples et ethnies, par l'intelligence de la nécessité.

- Une conception hindouiste : le conflit, en tant que destructeur – le conflit en tant que créateur ; le conflit en tant que source de violence et en tant que source de développement. Etre praticien du conflit, c'est assumer un troisième rôle – celui de conservateur par une transformation du conflit, évitant la violence et favorisant le développement.

- Une conception bouddhiste : l'origine co-dépendante, tout s'imbrique dans une relation de causalité réciproque. Les conflits n'ont ni commencement ni fin et nous partageons tous la responsabilité ; aucun acteur (un homme d'Etat par exemple n'assume à lui seul toute la responsabilité (monopole), toute la faute ne saurait retomber sur un unique acteur.

- Une conception chrétienne : la responsabilité de la transformation du conflit incombe en dernière analyse aux individus, par la décision individuelle qu'ils prennent d'agir pour promouvoir la paix plutôt que la violence.

- Une conception taoïste : tout est yin et yang, bien et mal, il est très probable que l'action choisie ait également des conséquences négatives et que l'action non choisie ait pu avoir des conséquences positives : d'où la nécessité de la réversibilité de ne faire que ce qui peut se défaire.

- Une conception islamiste : la force découle de la soumission collective à un objectif commun dont la responsabilité concrète du bien-être de tous.

- Une conception judaïque : la vérité réside moins dans la formule que dans le dialogue nécessaire pour parvenir à cette formule : ce dialogue n'a ni commencement ni fin.

- Une conception laïque : l'humanisme laïc repose sur le principe de la liberté de conscience. L'idéal laïc ne s'accommode nullement de l'idée de développement séparé tel qu'il existe parfois dans les sociétés de type anglo-saxonne. L'éthique laïque doit mener à la justice sociale, à

l'égalité des droits et des chances, l'éducation laïque, l'école, le droit à l'information, l'apprentissage de l'esprit critique par la philosophie, sont la condition de cette égalité de traitement, ce qui ne veut pas dire égalité de résultats, car chaque être humain est un être unique et spécifique avec ses potentialités, sa richesse intérieure. Ensuite, l'idéal laïc comme les autres conceptions a ses déviations, car les conduites humaines ont bien des écarts avec les prescriptions.

Voici ce que je voulais vous dire. Certes, c'est une contribution parmi d'autres. La paix : suppose échanges, partages, mobilisations conscientes, et même le meilleur des discours ne saurait suffire à faire progresser l'esprit de paix dans les consciences.

Il y faut des actes réfléchis, des pratiques identifiées depuis l'Etat au simple citoyen, et vice-versa, des exigences citoyennes devenant affaire d'Etat.

Si les guerres naissent dans l'esprit des hommes comme le proclame l'UNESCO, c'est dans leur cœur qu'il faut bâtir des citadelles de la paix.

Merci beaucoup pour votre patience et votre attention d'avoir écouté cette longue intervention.

Alors, ma confiance : elle est en regardant vos visages, l'arc en ciel de la diversité et de l'amour.

La richesse : ce ne sont pas les élites dirigeantes, mais vous, les peuples sans lesquels la transmission de la vie n'existerait pas pour le vécu des générations futures.

Merci, vive la paix dans les cœurs et les corps ; vive l'harmonie entre les peuples.

© Guy CREQUIE, 2015

Ecrivain et poète français à finalité philosophique.

**Publications en 2020 sur site de Jean-Jacques REY
http://www.jj-pat-rey.com/JJ-REY_NEO/index-publi-2020.html**